

L'industrie américaine du *Cloud* pourrait perdre entre 21,5 et 35 milliards de dollars de revenus ces trois prochaines années, écrit jeudi 8 août le quotidien RBC Daily. Selon l'*Information Technology & Innovation Foundation (ITIF)*, les plus grandes pertes sont à prévoir pour Amazon, Google et Microsoft en raison des révélations d'Edward Snowden.



Les fournisseurs américains de services *Cloud* risquent de perdre 10-20% de ce marché en dehors du pays d'ici les trois prochaines années, ont conclu les experts de l'ITIF. Cette fondation est la première organisation à avoir calculé les pertes potentielles des opérateurs américains suite au scandale *Prism* qui a éclaté en juin dernier. L'ex-analyste de la CIA Edward Snowden a divulgué des informations sur le programme de surveillance permettant aux renseignements américains d'avoir accès aux serveurs de *Google, Facebook, Microsoft, YouTube, Skype, Apple* et, par conséquent, aux informations sur leurs utilisateurs.

Encore en juin, 71% des personnes interrogées dans le cadre du sondage d'*Informa Telecoms and Media* estimaient que les USA étaient un leader dans les services et innovations *Cloud*. Cependant, désormais, les partenaires étrangers des compagnies américaines craignent que toute information confidentielle puisse se retrouver entre les mains des renseignements américains. « *Il est crucial que les gouvernements européens se penchent sur ce problème, car si toutes les informations étaient sous contrôle américain, cela serait nuisible pour les Européens* », a déclaré Jean-François Audenard, superviseur de la sécurité *Cloud* chez France Telecom.

Une personne interrogée sur dix parmi 500 participants de *Cloud Security Alliance*, qui réunit les compagnies du secteur *Cloud*, a l'intention de renoncer aux projets avec les fournisseurs américains. Plus de la moitié des personnes interrogées auront moins souvent recours à leurs services, comme en témoignent les résultats de l'étude de juillet. Les révélations de Snowden ont été très inopportunes pour le *Cloud* américain : entre 2012 et 2016, les dépenses pour les services et les ressources *Cloud* doubleront et atteindront 207 milliards de dollars, tandis que le marché informatique connaîtra une croissance de seulement 3% par an, prédit la société *Gartner*.

Avant le scandale, les concurrents étrangers renforçaient déjà la pression sur les compagnies américaines du secteur. Sur les 13,5 milliards de dollars d'investissement des services *Cloud* dans leur développement, 5,6 milliards ont été dépensés par des compagnies non américaines. Par exemple, la France a investi 135 millions de dollars. Alors que la compagnie suisse Artmotion a annoncé une hausse de 45% de ses bénéfices en juillet, c'est-à-dire après le scandale provoqué par Snowden.

Les analystes de l'ITIF pensent que pour réduire le préjudice pour le secteur national *Cloud*, le gouvernement américain doit révéler quelle information lui est accessible et s'il dispose de cet accès dans d'autres pays. « *La prise de telles mesures permettrait de trouver un équilibre entre les intérêts de l'économie et de la sécurité nationale. Cela permettrait aux compagnies Cloud américaines d'être compétitives au niveau mondial* », résumant les auteurs du rapport.

Toutefois, des experts ne pensent pas que le scandale provoqué par Snowden affectera fortement les opérateurs Cloud aux USA, car les avantages de leur utilisation dépassent l'inconvénient d'une éventuelle fuite. « De plus en plus de compagnies renoncent au stockage physique au profit des services *Cloud*, par exemple, Amazon Cloud, Google Cloud, etc. On pourrait parler d'une percée technologique dans l'industrie », a expliqué Trip Chowdhry de *Global Equities Research*.

Source du texte : [RIA NOVOSTI](#)

NOTA TB :

Le ministère de la Défense a reconduit un contrat de maintenance avec Microsoft, initialement signé en 2009 pour une durée de 4 ans.

Le 7 mai 2013, le député Jean-Jacques Candelier [posait une question écrite](#) au ministre de la défense Jean-Yves Le Drian sur l'opportunité de la reconduction de l'accord-cadre avec Microsoft (question qui n'a toujours pas de réponse sur le site de l'Assemblée nationale). « *Ce marché est inquiétant à bien des égards : passé sans appel d'offres ni mise en concurrence, une première version avait passé outre les réserves émises par la commission des marchés publics de l'État et celles du groupe de travail interne sur le sujet, qui déconseillaient unanimement la solution retenue. Un journal satirique souligne des risques importants de perte de souveraineté nationale, au nom de l'intégration dans l'OTAN, avec une possible introduction de la NSA dans le système, le coût de la solution Microsoft, de 3 millions d'euros par an, ou encore le fait que le contrat soit signé avec la filiale irlandaise de Microsoft, actuellement en redressement fiscal avec la France. À ce titre il l'interroge sur l'opportunité de la reconduction de l'accord-cadre avec Microsoft.* »